



## VILLE DE COGOLIN

### ARRÊTÉ DU MAIRE

**N° 2023/1457**

**EMPIETEMENT SUR CHAUSSEE – ENSEMBLE DES VOIES DE LA COMMUNE – ENTREPRISE  
« SEURECA » : ouverture de regards**

Le maire de la commune de Cogolin,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et suivants,

Vu le code de la route, notamment les articles R.411-8, R.411-26 et R.417-10,

Vu le code la voirie routière, notamment les articles L.111-1, L.113-2, L.113-4, L.113-7, L.115-1, L.118-1, L.141-11, R.116-2, R.141-13 et suivants et le chapitre VI du titre Ier du livre Ier,  
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.2122-1 et L.2132-2,

Vu le code des postes et des communications électroniques, notamment les articles L.47, R.20-45 à R.20-54,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu la délibération du conseil municipal du 11 octobre 2022 portant sur le règlement de voirie communale,

**Considérant la demande de l'entreprise « SEURECA » en date du 20 novembre 2023 - 30, rue Madeleine Vionnet – 93300 AUBERVILLIERS, afin de procéder à plusieurs ouvertures de regards sur l'ensemble du réseau routier de la commune, du vendredi 1<sup>er</sup> décembre 2023 au mercredi 31 juillet 2024,**

**Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation afin d'assurer la sécurité des usagers,  
Vu l'intérêt général,**

### **ARRETE**

#### **ARTICLE 1**

L'entreprise sera autorisée à occuper le trottoir, ainsi qu'une partie de la chaussée, le temps des travaux sur diverses voies de la commune :

|                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>du vendredi 1<sup>er</sup> décembre 2023 au mercredi 31 juillet 2024<br/>de 8H à 18H</b></p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|

L'entreprise sera tenue d'informer notre service lors de ses interventions de nuits, afin d'avoir une meilleure visibilité concernant les travaux de voirie sur l'ensemble de la commune.

**L'entreprise ne sera pas autorisée à fermer la circulation, ainsi qu'à entreprendre des travaux sur plusieurs voies simultanément.**

#### **ARTICLE 2**

Le pétitionnaire est responsable de la mise en place de la signalisation et du balisage du chantier, de son maintien pendant les travaux, ainsi que de la circulation publique à proximité du chantier.

#### **ARTICLE 3**

Dès l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous décombres et matériaux.  
Tous les dommages éventuellement causés par les travaux feront l'objet d'une remise en état aux frais de l'entreprise. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont la mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté.

#### ARTICLE 4

En cas d'infraction aux prescriptions du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.411-26 du code de la route, tout conducteur sera puni de l'amende prévue, et il sera prévu l'enlèvement du véhicule aux frais du contrevenant et à ses risques et périls.

#### ARTICLE 5

Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Grimaud, Monsieur le Chef de centre des sapeurs-pompiers de Grimaud, Monsieur le Directeur de la police municipale de Cogolin, Monsieur le Directeur des services techniques de la ville, l'intéressé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera publiée.

Fait à Cogolin, le 29 novembre 2023

L'adjointe déléguée,

Audrey TROIN



Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,  
Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Formalités de publicité effectuées le : 06/12/2023 N° 2023/1286 Notifié le :

ARRETE N° 2023/1457